Tout peut changer : capitalisme et changement climatique

Un livre de Naomi Klein

Partage international nº 317 – Février 2015

par Marc Gregory

Il est à peine besoin de présenter Naomi Klein. Les lecteurs de *No Logo : la tyrannie des marques* (Actes Sud 2001) – étude critique de la mondialisation – ou de *la Stratégie du choc* (Actes Sud 2008) – exposé acerbe d'un capitalisme désastreux et ses ravages perpétrés à travers le monde durant des décennies – la tiennent pour une journaliste d'investigation de premier plan. Dans son nouveau livre, *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique* (Actes Sud, printemps 2015) elle montre pourquoi nos modes de vie sont incompatibles avec la survie de la planète.

Voici le point le plus frappant de son ouvrage : des preuves scientifiques concluantes indiquent que nous avons atteint ce qu'on appelle la « décennie zéro » : il reste dix ans pour inverser la tendance au réchauffement ou la stabiliser à un niveau acceptable. Toute affirmation contraire est fausse et si nous continuons sur la trajectoire actuelle nous sommes en grand danger.

2 % ou 2°C

Cela fait près de trente ans que le réchauffement climatique est considéré comme une menace sérieuse. En juin 1988 s'est tenue à Toronto une conférence intitulée *L'atmosphère en évolution : implications pour la sécurité du globe.* Plus de 300 responsables politiques et scientifiques venant de 46 pays ont alors déclaré que les gouvernements devaient réduire les émissions de 20 % d'ici à 2005. Cette conférence déboucha sur le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro de 1992, où il a été déterminé que pour atteindre ce but la réduction devait avoisiner 2 % par an jusqu'en 2005. Ce plafond se basait sur la considération qu'une hausse de la température moyenne de 2°C sur le long terme n'était pas idéale, mais permettrait de limiter à un niveau acceptable les dégâts potentiels que provoquerait ce rapide réchauffement planétaire. Le problème avec cette limite à 2°C est qu'elle visait à éviter de perturber le système économique basé sur la consommation, la concurrence et les méthodes d'exploitation des ressources naturelles.

Selon les estimations actuelles, la température de la Terre a déjà augmenté d'environ 0,8°C *« et nous subissons déjà des conséquences alarmantes, beaucoup plus tôt que prévu, comme la fonte sans précédent de la calotte glacière du Groenland à l'été 2012 et l'acidification des océans »* (p. 12). D'après un rapport de la Banque mondiale de 2012, la montée des températures pourrait déclencher une série d'évènements encore jamais vus et aux effets largement imprévisibles. *« En d'autres termes, une fois que nous aurons laissé monter les températures jusqu'à un certain point, on ne pourra plus contrôler le mercure »* (p. 13).

Les lecteurs de *Partage international* ont été informés que l'activité humaine était responsable de 80 % du réchauffement planétaire. Ils ont également été informés il y a plus de vingt ans que grâce aux formidables changements, porteurs d'espoirs, survenus partout dans le monde à la fin des années 1980 et au début des années 1990, la *« machine de guerre »* a été *« débranchée »*, en partie grâce à la *glasnost* et à la détente entre le Bloc soviétique et l'Occident. Mais il fallait bien que cette énergie destructrice et guerroyante aille quelque part. Elle s'est engouffrée dans la marchandisation.

Cette analyse est pertinente. En effet, à la fin des années 1980, les problèmes économiques et les inquiétudes environnementales étaient d'importance équivalente dans l'esprit des leaders politiques. *« Dès lors, les « impératifs » du libre échange ont petit à petit gagné du terrain et nous cherchons en vain une solution à nos problèmes. En réponse à la crise du climat, on s'est reposé sur des solutions limitées par les impératifs du marché qu'en 2013, les émissions de dioxyde de carbone étaient 61 % plus élevées qu'en 1990 »* (p. 11). Ces échecs nous obligent à effectuer un véritable tournant dans notre manière de considérer notre relation à la planète. N. Klein le résume ainsi : *« Afin d'éviter l'effondrement du climat, l'humanité doit réduire sa consommation de ressources naturelles. Afin d'éviter l'effondrement du modèle économique, il faut*

favoriser l'expansion. Une de ces affirmations doit être sacrifiée, et ce n'est pas celle qui dépend des lois de la nature » (p. 21).

Dans son précédent ouvrage, *la Stratégie du choc*, l'auteur décortique les conséquences des privatisations, clés de voûte de la politique économique des trente dernières années. *« Les trois piliers de cette approche sont : la privatisation de la sphère publique (biens publics), la déréglementation du secteur privé et la baisse de la fiscalisation sur les sociétés, financée par les coupes dans les dépenses publiques… »* (p. 72). Cela revient à permettre au privé de s'approprier les fonds et les biens publics et à couvrir la dette privée par le public.

Dogmes économiques

Ce dogme économique biaisé s'appuie en partie sur le règlement en matière de commerce international. *« Presque tous les accords de libre-échange impose aux gouvernements de ne faire aucune distinction entre les biens produits par les entreprises locales et ceux produits par les entreprises étrangères »* (p. 69). En conséquence, les pays peuvent – et ils le font régulièrement – en attaquer d'autres en justice pour « protectionnisme » ou mesures « discriminatoires ».

Ainsi, les gouvernements sont-ils souvent dans l'impossibilité de développer leurs propres projets d'énergies vertes. Dans cette dynamique, favoriser les entreprises locales serait considéré comme « discriminatoire », il est tout bonnement impossible dans ces circonstances, de créer des économies locales, décentralisées et viables. Les pays sont ainsi obligés de penser de manière globale, mais pour des raisons de compétition et non de coopération.

Pas surprenant que l'accord signé à Rio en 1992 stipulait que *« les mesures prises pour lutter contre le changement climatique ne doivent pas constituer […] une restriction déguisée du commerce international »* (p. 77). N. Klein signale qu'une formulation similaire a été utilisée pour le Protocole de Kyoto de 2009.

Inévitablement, il s'en est suivi une expansion massive des transports internationaux, induisant une consommation accrue de carburants créateurs de gaz à effet de serre. Dans cette course folle pour la préservation du commerce à tout prix, certaines questions tout à fait pertinentes n'ont jamais été posées. Par exemple : *« Quel est l'impact sur les émissions de carbone – que les négociations sur le climat entendaient réduire – du transport des matières premières sur des distances de plus en plus longues, avec des navires porte-conteneurs et des gros porteurs hautement polluants, ainsi que des camions à moteur diesel ?* » Qu'en est-il en effet ?

Les nouvelles méthodes d'extraction par fracture hydraulique, ou « fracturation », se montrent particulièrement dangereuses et sont en première ligne de nos préoccupations. Il existe un lien direct entre ces nouvelles technologies et la course à la maximisation des profits.

Centre de désinformation

L'idéologie du libre-échange est devenue tellement prégnante, tellement enracinée dans l'inconscient collectif, que questionner la validité de ses fondements est devenue une hérésie. Sa portée est si insidieuse que certaines organisations environnementales majeures, comme le WWF, et d'autres, reçoivent des fonds de sociétés comme Shell, British Petroleum, ExxonMobil et même Walmart et Monsanto (p. 196).

Ceux qui ont le plus à gagner à retarder le progrès et à maintenir le *statu quo* sont en mesure de monter de toutes pièces des campagnes de désinformations jetant le doute sur la réalité du réchauffement climatique. L'Institut Heartland, un groupe de réflexion de Chicago visant à promouvoir le libre-échange, tient une conférence annuelle depuis 2008. Il affirme qu'*« il n'y a rien de mauvais dans l'avidité et la poursuite du profit sans limite qui, au contraire, constituent le plus grand espoir d'émancipation humaine que le monde ait jamais connu »* (p. 38).

A la conférence Heartland de 2011, Marc Morano, rédacteur en chef du site *Climate Depot*, site négationniste du changement climatique, se plaignait de la disparition potentielle des voitures 4×4 américaines et annonçait qu'en dépit des Verts, *« chaque homme, femme et enfant disposera d'un budget de CO_2 qui sera contrôlé par un organisme international »* (p. 32).

Quand bien même cette rhétorique est hyperbolique, elle reflète parfaitement le type de concepts sans fondement utilisés par les négationnistes pour justifier leurs arguments. Malheureusement, le déni ne s'arrête pas à la rhétorique. Il s'étend et s'infiltre dans tous les aspects de l'élaboration des politiques économiques, et dans la manipulation systématique des médias pour disséminer des mensonges, avec en outre, l'appui des richissimes industries hydrocarbures. En 2013, *« les industries hydrocarbures ont dépensé près de 400 000 dollars* par jour *en lobbying auprès du Congrès et de nombreux hauts fonctionnaires, et durant les*

campagnes électorales de 2012, a distribué près de 73 millions de dollars pour soutenir les candidats » (p. 149). Enfin, un rapport publié en 2013 dans *The Guardian* révèle, qu'entre 2002 et 2010, un réseau de milliardaires américains anonymes avait donné près de 120 millions de dollars à des *« groupes jetant le discrédit sur les preuves scientifiques du réchauffement »* (p .45).

Mais, N. Klein répète : *« Laissez-moi être absolument claire : comme 97 % des scientifiques spécialistes du climat l'attestent, le groupe Heartland a complètement tort »* (p. 43).

Blockadia et solutions

Aussi sombre que soit le pronostic sur le climat, jamais N. Klein ne laisse penser qu'il n'y aurait plus d'espoir. *« En observant les échecs des mesures environnementalistes, beaucoup de jeunes, inquiets du changement climatique, font l'impasse sur les groupes verts trop lisses et sur les sommets des Nations unies. A la place, ils se rassemblent derrière les barricades de Blockadia. »* Le terme Blockadia se réfère au mouvement international de citoyens combattant l'extraction des énergies fossiles, qu'ils ciblent les pipelines, la fracturation hydraulique ou la construction de terminaux d'exportation du charbon. L'introduction de méthodes d'extraction à très hauts risques a généré la formation de groupes de résistance à travers le monde, comme le mouvement environnementaliste n'en a jamais vu. *« Peut-être ne faudrait-il même pas rattacher ce phénomène au mouvement environnementaliste, car son impulsion première provient d'un désir profond d'une plus grande démocratie qui permettait aux communautés de mieux contrôler les ressources les plus critiques pour la survie collective : la qualité de l'air, de l'eau et du sol »* (p. 295).

Bien d'autres démarches peuvent être engagées, et Naomi Klein les répertorie avec précision (p. 114). Par exemple :

– supprimer progressivement les subventions accordées aux carburants fossiles permettrait de faire économiser un total de 775 milliards de dollars par an aux gouvernements, d'après une estimation de 2012 du Oil Change International et du Conseil de défense des ressources naturelles ;

– une taxe de 50 dollars par tonne métrique de CO_2 émise dans les pays développés, rapporterait environ 450 milliards de dollars par an, selon un rapport de 2011 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, entre autres.

Tout peut changer aborde bien d'autres sujets sur l'environnement que nous ne pouvons rapporter ici. Une qualité formidable de N. Klein est de parvenir à replacer la crise du climat dans le contexte général des pratiques économiques et politiques qui ruinent le monde sur tous les fronts, et pas seulement sur celui de l'environnement. La crise est inextricablement liée au développement, lui-même dépendant du processus politique, qui est à son tour entre les mains du marché dit « libre » et du trafic d'influence. Les projets de règlementations environnementales dynamiques et raisonnables dont notre survie dépend sont continuellement sapés par des forces capitalistes très bien organisées dont le seul but est de les saboter.

C'est comme si les problèmes n'existaient pas. Nous sommes confrontés à un énorme problème multi facettes, une bête à plusieurs têtes. Ce problème, encore une fois, est un système économique mondial dépendant de la consommation et de la compétition, et qui pille pour sa propre survie. Ainsi, l'auteur affirme que la crise du climat présente une opportunité et un challenge face auquel nous n'avons pas d'autre choix que de réussir : il s'agit de complètement remodeler tous nos systèmes sur des bases plus rationnelles.

N. Klein a le don de synthétiser les multitudes de données complexes. Le lecteur trouvera dans cet ouvrage une vision complète de ce qui a mal tourné, des raisons pour lesquelles cela a mal tourné et des actions à entreprendre pour améliorer notre sort. Sa prose est gracieuse et rend la chose comestible mais sans masquer des points de vue moins tranchés. Elle accomplit cela grâce à une présentation méthodique des faits et une démonstration lucide, accompagnée de recherches minutieuses. Ainsi, N. Klein présente-t-elle de manière pragmatique l'urgente nécessité du changement que *Partage international* préconise depuis des décennies.

Naomi Klein, *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique,* Actes Sud, printemps 2015

Auteur : Marc Gregory, musicien et collaborateur de Share International, il réside au Nord de la Californie.
Thématiques : environnement
Rubrique : Compte rendu